

Bonnes nouvelles

Rendez vous le 17 février : un Comité de suivi attendu !

Quelques jours à peine après avoir annoncé la dernière semaine de janvier au chômage partiel pour la majorité du personnel, voilà que nous serions la plupart à travailler ... Jusqu'à hier où l'on apprend que l'assy, le VBAC et l'usinage alu ne travaillent plus !

On savait bien que les annonces de la direction ne seraient pas respectées et que les programmes seraient chamboulés. Mais à ce point là, ça devient du gag.

Dans les secteurs, les objectifs de productions sont aussi aléatoires, incompréhensibles. On produit plus que prévu mais pourquoi ? Pour stocker ? Pour être au chômage plus longtemps dans quelques semaines ?

Rien n'est clair ni cohérent dans l'organisation de la production. La direction ne semble pas maîtriser grand-chose à ce qu'elle met en place. L'encadrement est paumé, se contredisant du jour au lendemain en rajoutant parfois à la pagaille par des décisions zélées et hasardeuses.

L'aspect global, c'est cette désagréable impression que Ford nous baratine. Cela fait un peu comme si on allait une nouvelle fois droit dans le mur. Et hop au dernier moment, Ford reconnaîtrait que rien ne va plus !

Alors, pour nous, il n'est pas question d'attendre, c'est maintenant que nous devons agir.

Nous devons à nouveau intervenir dans le processus, nous mêler de nos affaires, ne pas laisser faire Ford.

Il devient plus que nécessaire de trouver les moyens de pousser Ford à s'engager pour un nouveau projet, pour assurer l'avenir des emplois et du site (car GFT est tout autant concerné par la menace).

Dans ce contexte, le Comité de Suivi du 17 février devient l'occasion d'exprimer nos inquiétudes et notre méfiance. L'occasion d'agir aussi sur les pouvoirs publics et les élus qui semblent « hypnotisés » par Ford, sans conscience du danger. Reste à bien préparer notre action.



PETITS DÉBATS ENTRE SYNDICATS

C'est un des effets « kiss cool » positifs d'une période électorale. Les syndicats de l'usine se sont rencontrés et vont le faire à nouveau pour discuter d'actions éventuelles.

Depuis la rentrée de janvier, la CGT milite pour une mobilisation contre les baisses de salaires liées au chômage partiel, pour obtenir de Ford au minimum le rattrapage des 5% manquants.

A cela se rajoute notre proposition d'une mobilisation à l'occasion du Comité de Suivi le 17 février en présence de l'Etat, des pouvoirs publics et de Ford Europe. Etant donnée la situation très préoccupante, nous pensons qu'il faut agir et remettre la pression sur les dirigeants de Ford en exigeant un nouveau projet important.

Les autres syndicats, à des degrés divers, ne sont pas particulièrement motivés à l'idée d'organiser une manifestation avec débrayage. Des contre-propositions ont alors été faites par FO, la CFE-CGC, ou la CFTC.

Premièrement, certains veulent écrire un courrier à Ford Europe. Chose qui a déjà été faite en novembre par la CFTC, la CGT et qui a eu une « réponse » soi-disant signée de Heller évacuant le problème en 10

lignes. Donc pour nous, c'est inutile de recommencer une telle initiative.

Une pétition à faire signer par les salariés a été proposée. La CGT accepte en disant que cette pétition doit aborder à la fois la question de nos emplois (projet supplémentaire) et celle de nos salaires (non à la baisse de 5%). Une pétition que les salariés pourraient apporter à Ford Europe à l'occasion du Comité de Suivi.

Et là le débat est relancé. Nos « camarades » ne sont pas très chauds pour appeler à un mouvement le 17 février. Dommage mais la discussion se poursuit. Pour nous, face à une situation aussi hasardeuse et opaque, il est devenu urgent de nous remobiliser.

On ne peut pas attendre que les mois passent et que Ford continue de jouer à cache-cache. Oui, pour nous, il n'y a pas de doute, nous devons appeler à l'action.

Si l'ensemble des syndicats se décidait à coordonner ses efforts, si nous agissions unitairement, il nous semble évident que nous pourrions à nouveau peser sur les événements. Le pire serait que chaque syndicat agisse seul de son côté...

Ça vaut le coup d'y réfléchir ensemble.



C'EST VRAI : UN PEU D'HISTOIRE, ÇA NE FAIT PAS DE MAL

Nos « camarades » de FO ont entamé dans leur journal Info-FO un cours d'histoire du mouvement ouvrier. Nous sommes nombreux à ne pas avoir compris le sens de ce rappel historique et encore moins cette identification à notre bonne vieille CGT. La CGT est effectivement un syndicat né en 1895 à Limoges mais sur des bases combattives et rapidement anticapitalistes !

Dans leur numéro de juillet dernier, ils se revendiquaient même de la Chartes d'Amiens, une charte qui déclare entre autres « Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ».



RASSEMBLEMENT À SANOFI AMBARÈS

Les salariés de Sanofi Ambarès sont en lutte pour leurs salaires et leurs emplois. Cette mobilisation est nationale, sur l'ensemble des sites.

Comme dans beaucoup d'entreprises, les salariés sont sous pression. Un plan d'un millier de suppressions d'emplois est en cours malgré une bataille menée depuis plus d'un an notamment à Toulouse et Montpellier. L'intersyndicale faisait d'ailleurs partie du collectif Licenci'elles pour l'interdiction des licenciements.

Sanofi fait près de 10 milliards d'euros de bénéfices et 3,2 milliards d'euros sont distribués sous forme de dividendes aux actionnaires. Dans le même temps, la direction refuse d'augmenter les salaires et licencie !

Logiquement, l'écœurement et la colère s'expriment. La CGT-Ford est solidaire de la lutte des salariés de Sanofi. Nous avons envoyé un message de soutien et nous nous sommes joints à leur rassemblement ce jeudi 23 janvier devant leur usine.

Bizarrement nos « camarades » de FO sont sensibles aux idées de la lutte des classes et se sentent proches des militants de cette époque comme Grifuelhes (cité par eux) qui était quand même un dangereux anarcho-syndicaliste et révolutionnaire !

On continue car le cours de FO est plutôt léger : l'histoire de la CGT entre 1906 et 1945 est longue et difficile à résumer. Le syndicat se divise en deux en 1921 (influences SFIO-ex-PS et PCF) et se réunifie en 1935 sous la pression des militants de base. C'est le début d'une remontée des luttes qui va déboucher sur la grève générale de mai-juin 1936 qui affolera patronat et gouvernement. Un mouvement profond qui se traduira par des acquis sociaux considérables (congés payés, droits syndicaux ...).

En 1947-48, la CGT connaît une nouvelle scission. Il s'agissait pour le patronat et le gouvernement de combattre l'influence de la CGT alors trop combattive et trop forte. C'est avec le soutien du CNPF (ancien Medef) et avec l'argent de la CIA que le syndicat FO va naître (vérifiable sur internet). Les conséquences seront catastrophiques car cela va briser et fragiliser les équipes militantes.

Il n'y avait donc pas plus d'indépendance ou de liberté dans FO qui mènera pendant des années une politique en collaboration étroite avec le CNPF. Quand aujourd'hui nos collègues de FO ont besoin d'écrire et répéter qu'ils sont « les seuls indépendants et seuls apolitiques » cela rend la chose suspecte. A chacun ses origines, son histoire et ses orientations. Et à la CGT nous sommes prêts à débattre de tout cela.

AVEC LES « GOODYEAR »

LA CONVERGENCE EN QUESTION

Nous étions une délégation de 3 militants au rassemblement de soutien aux « Goodyear » vendredi 17 janvier. Il y avait 300 personnes : des délégations notamment de salariés de Fralib Marseille, General Motors Strasbourg, Arcelor Florange, PSA Aulnay, Faurecia, postiers, cheminots, d'entreprises d'Amiens et du Nord. Et bien sûr les salariés de Goodyear étaient très satisfaits d'un soutien dont ils ont vraiment besoin.

Il s'agissait d'un appel lancé par la CGT-Arcelor pour se solidariser du combat pour la défense des emplois et pour défendre le « tous ensemble » face à la vague de licenciements et de fermetures d'usines.

A notre tour, nous avons fait circuler cet appel auprès des syndicats des boîtes aux alentours. Les syndicats CGT de la CDC, de la Carsat, de la Monnaie de Pessac, de la Saft, de l'ACABQ, de l'UL Bx Nord ont signé.

Ce n'est peut être pas grand-chose mais cette solidarité qui s'exprime au travers des liens entre les syndicats et militants de base, c'est important pour la suite. Car il s'agit bien de renforcer les liens pour coordonner les mobilisations de l'ensemble des salariés. Seule façon d'après nous de changer le rapport de force et d'imposer l'arrêt des licenciements.